

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/M/1

5 mai 1995

(95-1174)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 22 FEVRIER 1995

Président: M. O. Lundby (Norvège)

1. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires ("le Comité") a tenu une réunion ordinaire le 22 février 1995.

2. Le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après:

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| A. Election du Bureau | 2 |
| B. Observateurs: gouvernements | 2 |
| C. Règlement intérieur | 3 |
| D. Participation aux réunions de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC (WT/L/27) | 3 |
| E. Observateurs: organisations intergouvernementales | 4 |
| F. Coordination entre les Comités (WT/L/29) | 4 |
| G. Décisions déjà prises par le Comité des subventions et mesures compensatoires du Tokyo Round (SCM/186 et SCM/187) | 4 |
| H. Groupe de contact informel (PC/IPL/11) | 4 |
| I. Législation (article 32.6 et document G/SCM/N/1) | 7 |
| J. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de droits compensateurs (article 25.11 et document G/SCM/N/4) | 10 |
| K. Décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs (article 25.11) | 11 |
| L. Notifications de subventions (article XVI du GATT de 1994, article 25.2 et document G/SCM/N/3) | 12 |

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| M. Notifications des Membres relatives aux autorités qui ont compétence pour ouvrir et mener les enquêtes et aux procédures internes régissant l'ouverture et la conduite de ces enquêtes (article 25.12) | 12 |
| N. Présentation et examen des notifications | 12 |
| O. Procédures d'arbitrage (article 8.5) | 13 |
| P. Groupe de travail des notifications relatives aux subventions (article 25.3, note 54) | 13 |
| Q. Mises à jour des notifications au titre de l'article 8.3 | 13 |
| R. Groupe d'experts permanent (article 24.3) | 13 |
| S. Arrangement concernant le calcul du subventionnement au titre de l'Annexe IV | 13 |
| T. Procédures pour l'examen annuel | 14 |
| U. Autres questions | 14 |
| V. Dates des réunions | 15 |

A. Election du Bureau

3. Le Comité a élu M. Ole Lundby Président du Comité.

4. Le Président a noté que l' Accord ne renfermait pas de dispositions explicites relatives à l' élection d'un Vice-Président. L' éventualité de l' élection d'un Vice-Président du Comité devrait donc être examinée dans le contexte du règlement intérieur du Comité, lequel sera étudié sous le point C.

B. Observateurs: gouvernements

5. Le Président a dit que certains gouvernements qui étaient engagés dans le processus d' accession à l' OMC ou qui avaient entamé des négociations à cette fin ou qui avaient déclaré leur intention de ce faire dans un avenir proche avaient été invités à assister aux réunions du Conseil général en qualité d' observateurs. Conformément au paragraphe 6 des lignes directrices concernant le statut d' observateur des gouvernements auprès de l' OMC, qui étaient énoncées à l' annexe 2 du Règlement intérieur de la Conférence ministérielle et du Conseil général, ces gouvernements "pourront participer en qualité d' observateurs aux réunions des groupes de travail et autres organes subsidiaires du Conseil général selon qu' il conviendra, à l' exception du Comité du budget, des finances et de l' Administration". Le Président a donc proposé que ces gouvernements soient accueillis aux réunions du Comité s' ils en faisaient la demande, exception faite des cas dans lesquels il était jugé opportun que le Comité tienne une réunion privée avec la seule participation de ses Membres. Il a suggéré en outre que le Comité adopte la même position à l' égard des gouvernements qui pourraient obtenir à l' avenir le statut d' observateur auprès du Conseil général.

6. Le Comité en a ainsi décidé.

7. Le Président a proposé au Comité d'adopter une règle sur les renseignements à demander aux observateurs désireux de participer aux travaux du Comité, qui soit comparable à celle qu'avait adoptée le Comité du Tokyo Round et qui viendrait compléter le paragraphe 7 des lignes directrices concernant le statut d'observateur des gouvernements auprès de l'OMC. Pour les observateurs, le Comité du Tokyo Round avait adopté la règle ci-après à sa réunion ordinaire d'octobre 1993:

"Un gouvernement observateur devrait fournir au Comité tous les renseignements qu'il considérera comme ayant un rapport avec les questions qui entrent dans le cadre de l'Accord, y compris le texte de ses lois et réglementations en matière de droits compensateurs, ainsi que les renseignements relatifs à toute mesure compensatoire qu'il aura prise. A la demande d'un signataire ou du gouvernement observateur lui-même, toute question figurant dans ces renseignements pourra être portée à l'attention du Comité après qu'un délai suffisant aura été ménagé aux gouvernements pour examiner lesdits renseignements." (SCM/W/303).

Compte tenu du libellé du paragraphe 7 des lignes directrices concernant le statut d'observateur des gouvernements auprès de l'OMC, il serait peut-être judicieux de remplacer dans la première phrase le terme "devrait" par "devra".

8. Le Comité en a ainsi décidé.

C. Règlement intérieur

9. Le Président a proposé que le Comité l'autorise à engager des consultations informelles sur la question du règlement intérieur du Comité. Il serait tenu compte dans ces consultations du fait que d'autres comités examinaient eux aussi la question, ainsi que de l'opportunité d'assurer une certaine compatibilité avec les règlements intérieurs des divers comités relevant du Conseil du commerce des marchandises. Jusqu'à sa prochaine réunion, le Comité organiserait ses travaux en fonction des pratiques adoptées par le Comité des subventions et mesures compensatoires du Tokyo Round. Le Président a proposé d'autre part que le Comité l'autorise à tenir des consultations informelles relatives à l'élection d'un Vice-Président et à des candidatures à cette fonction, en vue de l'élection d'un Vice-Président par le Comité à sa première réunion ordinaire.

10. Le Comité en a ainsi décidé.

D. Participation aux réunions de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC (WT/L/27)

11. Le Président a noté que le Conseil général avait décidé que, pendant une période de sept mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, les signataires de l'Acte final reprenant les résultats du Cycle d'Uruguay qui étaient parties contractantes au GATT de 1947 à la date du 31 janvier 1995 et qui étaient admis à devenir Membres originels de l'OMC pourraient être présents et prendre la parole aux réunions formelles et informelles des organes institués en vertu de l'Accord sur l'OMC autres que l'Organe de supervision des textiles et auraient accès à tous les documents mis à la disposition des Membres de l'OMC pour ces réunions. Ces signataires n'auraient pas le droit de participer à la prise de décisions des organes institués en vertu de l'Accord sur l'OMC (WT/L/27). Le Président a proposé que le Comité prenne note de cette décision.

12. Le Comité a pris note de la décision.

E. Observateurs: organisations intergouvernementales

13. Le Président a noté que le Conseil général étudiait des règles relatives à la participation des organisations intergouvernementales en qualité d'observateurs auprès des organes de l'OMC, mais ne les avait pas encore adoptées. En attendant, les chefs de délégation étaient convenus que le Président du Conseil du commerce des marchandises tiendrait des consultations sur le point de savoir s'il convenait d'inviter certaines organisations à la première réunion des organes subsidiaires respectifs (WT/G/COM/2). Le Président du Conseil du commerce des marchandises avait indiqué à la première réunion du Conseil que la CNUCED et le FMI avaient qualité pour être invités à la première réunion du Comité, ce qui avait été fait.

14. Le Comité a pris note du débat du Conseil général et a décidé de revenir sur la question à sa prochaine réunion.

F. Coordination entre les Comités

15. Le Président a rappelé que le Comité préparatoire avait proposé que le Conseil général de l'OMC, les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 et les Comités institués en vertu des accords du Tokyo Round adoptent une décision sur les "Arrangements transitoires - moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel" (PC/11, 13 décembre 1994) prévoyant une coopération entre les Comités des subventions du Tokyo Round et de l'OMC, s'agissant notamment des notifications et de la tenue de réunions conjointes et/ou consécutives. Le Conseil général avait adopté cette décision (WT/L/29) et une décision analogue devrait être prise par le Comité des subventions et mesures compensatoires du Tokyo Round. Conformément à la décision adoptée, les Comités des subventions de l'OMC et du Tokyo Round tiendraient leurs réunions conjointement ou consécutivement selon qu'il serait approprié. Toujours suivant cette décision, la notification d'une mesure au Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC serait, sauf indication contraire dans la notification, réputée être également une notification de cette mesure en vertu du GATT de 1947 ou de l'Accord du Tokyo Round.

16. Le Comité a pris note des décisions du Conseil général et des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947.

G. Décisions déjà prises par le Comité des subventions et mesures compensatoires du Tokyo Round (SCM/186 et SCM/187)

17. Le Président a noté que le Comité des subventions et mesures compensatoires du Tokyo Round avait pris deux décisions concernant les travaux du Comité. La première portait sur la "Coexistence transitoire de l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce" (SCM/186), et la seconde sur les "Conséquences de la dénonciation ou de l'extinction de l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce" (SCM/187).

18. Le Comité a pris note de ces deux décisions.

H. Groupe de contact informel (PC/IPL/11)

19. Le Président a rappelé que le Groupe de contact informel sur les mesures antidumping, les subventions et les sauvegardes avait formulé, à propos de diverses questions concernant les notifications au Comité, des recommandations (PC/IPL/11, 2 décembre 1994) qui avaient été approuvées par le Comité préparatoire et transmises à l'OMC pour information et suite à donner (PC/R et Corr.1); ces

recommandations avaient été renvoyées par le Conseil général au Comité à sa réunion précédente. Le Président a proposé au Comité d'adopter les recommandations du Groupe de contact informel.

20. Le Comité en a ainsi décidé.

21. Le Président a rappelé que la question de savoir si les notifications devraient être mises en distribution restreinte avait été soulevée au Comité des pratiques antidumping. Il a invité les délégués à faire connaître leur point de vue sur la question de la mise en distribution non restreinte des notifications.

22. Le délégué des Etats-Unis a fait observer qu'à mesure que les Comités créeraient de nouvelles séries de documents, il faudrait trancher la question de savoir si ces documents devraient être mis en distribution restreinte ou non restreinte. S'agissant notamment de la série de documents en question, les Etats-Unis donneraient plutôt la préférence à la transparence; en effet, le Comité serait amené à prendre des décisions publiques en se fondant sur les informations qui lui seraient communiquées et les Etats-Unis procéderaient, quant à eux, à une analyse pour laquelle ils se fonderaient en partie sur les éléments fournis par d'autres parties intéressées du secteur privé. En règle générale, il serait bon que ces documents soient rendus publics. Si des notifications étaient transmises au Secrétariat d'ici à la prochaine réunion du Comité, toute décision concernant le traitement de ces documents devrait être prise à titre provisoire.

23. Le Président a demandé si les Etats-Unis estimaient que toutes les notifications devraient être mises en distribution non restreinte ou si cette disposition ne s'appliquerait qu'aux notifications faites au titre de l'article 8.3.

24. Le délégué des Etats-Unis a dit que le même traitement s'appliquerait à toutes les notifications. Le contenu des notifications n'avait pas un caractère sensible et il importait que les gouvernements soient à même de mettre à la disposition du public les informations à partir desquelles étaient prises les décisions.

25. Le délégué de l'UE a pris note de cette proposition, que l'UE souhaiterait étudier.

26. Le délégué de Hong Kong a jugé qu'il s'agissait là d'une question qui pourrait utilement faire l'objet de consultations informelles organisées par le Président. Il a rappelé que le Comité des pratiques antidumping avait décidé que les notifications de la législation seraient mises en distribution non restreinte. Il était vain de considérer que la diffusion de ce type d'information devrait être restreinte.

27. Le délégué du Canada a rappelé que, dans le contexte du point suivant de l'ordre du jour relatif à la législation, le Canada avait soulevé au Comité des pratiques antidumping la question de savoir si les notifications de la législation pouvaient être mises en distribution non restreinte.

28. Le représentant de l'Argentine a déclaré que la question de la mise en distribution générale des documents avait un caractère horizontal et ne relevait encore d'aucune règle précise. Le Comité des pratiques antidumping avait décidé qu'en ce qui concernait la législation, le problème ne pouvait pas se poser puisque la législation était publique. La proposition faite par les Etats-Unis de décider à titre provisoire d'une mise en distribution restreinte jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée était raisonnable.

29. Le représentant du Mexique a estimé qu'il faudrait réfléchir davantage avant de prendre une décision finale sur ce point.

30. Le Comité a décidé que le Président devrait soulever la question de la mise en distribution non restreinte des renseignements contenus dans les notifications au cours de consultations informelles.

31. Le Président a rappelé au Comité qu'en vertu de l'article 28.1, les programmes de subventions qui avaient été mis en place sur le territoire d'un Membre avant la date à laquelle ce Membre avait signé l'Accord sur l'OMC et qui étaient incompatibles avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires devaient être notifiés au Comité au plus tard 90 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour ce Membre. Pour les pays et territoires douaniers Membres de l'Accord sur l'OMC à la date de son entrée en vigueur, ces notifications devaient être présentées pour le 1er avril 1995. Ce jour étant un samedi, les Membres souhaiteraient peut-être veiller à ce que leurs notifications parviennent au Secrétariat pour le vendredi 31 mars. Le Secrétariat avait distribué aux Membres du Comité un document leur rappelant cette prescription (G/SCM/N/2 et Corr.1).

32. Le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il serait peut-être plus judicieux d'envisager l'envoi de ces notifications pour le lundi 3 avril, plutôt que de raccourcir d'un jour le délai prévu. Le Comité n'envisagerait sûrement pas de rejeter une notification au motif que celle-ci était parvenue pendant le week-end au Secrétariat qui n'en aurait pris connaissance que le lundi matin.

33. Le Comité en a ainsi décidé.

34. Le Président a rappelé qu'aux termes de l'article 29.3 de l'Accord, qui concernait les Membres dont le régime d'économie planifiée était en voie de transformation en une économie de marché axée sur la libre entreprise, les programmes de subventions relevant de l'article 3 seraient notifiés au Comité "aussitôt que possible après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", cependant que d'autres notifications de ces subventions pourraient être faites dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Le Groupe de contact informel avait indiqué qu'il pourrait être opportun que le Comité étudie la question du moment auquel ces notifications devraient être présentées.

35. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'un Membre du Groupe de contact s'était interrogé sur le sens des termes "aussitôt que possible" employés par l'Accord. Il avait été convenu que cette expression laissait supposer la recherche d'une certaine flexibilité, d'autant que les pays deviendraient Membres à des dates différentes et que l'Accord entrerait en vigueur à des dates différentes. Il avait aussi été reconnu qu'il pourrait être utile, pour appeler l'attention des capitales sur cette prescription, de disposer au moins d'une suggestion normative quant au moment auquel ces notifications devraient être reçues. Il n'avait pas été question de délai précis, mais les délégations avaient pensé au délai de 90 jours fixé pour d'autres prescriptions en matière de notification. Il était toujours bon de pouvoir se référer à une disposition précise lorsqu'on demandait aux capitales de s'acquitter d'une obligation et cela pouvait aussi faciliter les travaux du Comité.

36. Le Président a déclaré que l'objectif n'était pas de fixer un délai. Il a proposé que le Comité l'autorise à mener des consultations informelles en vue de déterminer une date indicative pour la présentation des notifications.

37. Le Comité en a ainsi décidé.

38. Le Président a rappelé aux pays dont l'économie est en voie de transformation en une économie de marché que le traitement spécial et différencié prévu à l'article 29.2 semblait lié au processus de notification au titre de l'article 29.3. Abstraction faite de toute date-butoir dont le Comité pourrait être convenu pour ce qui était de ces notifications, il était donc de l'intérêt de ces Membres de présenter leurs notifications dans les délais prévus à l'article 29.3.

I. Législation (article 32.6 et document G/SCM/N/1)

39. Le Président a dit que le Comité avait adopté la recommandation du Comité préparatoire conformément à laquelle la première notification des lois et réglementations devrait couvrir le texte intégral des lois et réglementations en matière de droits compensateurs. En prévision de cette décision, le Secrétariat avait distribué un document demandant communication de ces notifications (G/SCM/N/1). Cette demande ne fixait pas de date-butoir et n'envisageait pas de calendrier précis pour l'examen des notifications par le Comité. Il était probable que, dans certains pays au moins, des lois et/ou des réglementations nouvelles rendant effectives les obligations découlant de l'Accord sur l'OMC en matière de droits compensateurs étaient déjà existantes et appliquées. Il y avait donc lieu de penser que la présentation des notifications avait un caractère assez urgent. Le traitement de ces notifications par le Secrétariat et leur traduction prendraient du temps, ce qui rendait encore plus indispensable que les notifications soient rapidement communiquées. Force était d'admettre d'autre part que des pays différents avaient des moyens différents de mettre en oeuvre l'Accord ou en étaient à des stades différents de ce processus. Pour certains Membres, par exemple, l'Accord lui-même faisait partie de la législation nationale ayant force exécutoire tandis que, dans d'autres pays, il n'était pas directement applicable et exigeait l'adoption d'une loi. Dans l'un comme dans l'autre cas, il pouvait être nécessaire d'élaborer des lois et/ou des réglementations supplémentaires, processus qui n'en était pas forcément au même point dans tous les pays. Dans la mesure où le Comité souhaitait examiner ces notifications en détail, il lui faudrait tenir un certain nombre de réunions extraordinaires. Les délégations devaient disposer d'un délai raisonnable leur permettant d'étudier les notifications avant la réunion au cours de laquelle celles-ci seraient examinées et avoir, de préférence, la possibilité de soumettre des questions par écrit. Il importait aussi que l'ordre dans lequel les notifications seraient examinées n'ait pas d'effet dissuasif décourageant les Membres de présenter rapidement leurs notifications. Le Président a noté par ailleurs que le Comité des pratiques antidumping avait décidé que les notifications des lois et réglementations seraient des documents mis en distribution non restreinte. Les Membres avaient argué du fait qu'en tout état de cause, l'article X du GATT de 1994 faisait obligation aux Membres de publier ces lois et réglementations.

40. Le Président a proposé que tous les Membres qui avaient des lois et/ou des réglementations nouvelles ou existantes s'appliquant en totalité ou en partie aux enquêtes ou aux examens en matière de droits compensateurs en rapport avec le nouvel Accord notifient le texte complet et intégral desdites lois et/ou réglementations au Comité d'ici au 15 mars 1995. Si la législation pertinente était le texte de l'Accord même, le Membre en informerait le Comité, mais ne serait pas tenu de soumettre le texte de l'Accord. Si ces lois et/ou réglementations n'existaient pas ou n'étaient pas encore disponibles (n'ayant pas encore été traduites dans une langue de travail de l'OMC, par exemple), le Membre en informerait le Comité d'ici au 15 mars en exposant les raisons de cet état de choses. Le Secrétariat s'efforcerait de traduire et de distribuer les notifications rapidement (processus qui serait facilité si les textes pouvaient être communiqués sur disquette). Ces documents seraient mis en distribution non restreinte. Le Comité tiendrait sa première réunion extraordinaire pour examiner ces notifications conjointement avec sa première réunion ordinaire et consécutivement à cette réunion qui, de l'avis du Président (sous réserve du débat concernant le point V de l'ordre du jour), devrait se tenir dans le courant de la première semaine du mois de mai. Le Comité entamerait au moins l'examen de ces notifications à sa première réunion extraordinaire. Si, au vu du nombre de notifications qui lui auraient été communiquées, le Comité ne pouvait pas toutes les examiner lors de cette première réunion, le Président établirait un calendrier pour l'examen de ces notifications dans le cadre d'une série de réunions extraordinaires.

41. Le représentant du Canada a demandé si le Secrétariat, lorsqu'il communiquerait aux autres délégations les notifications qu'il aurait reçues, pourrait aussi les communiquer sur disquette.

42. Le Président a fait observer qu'il faudrait peut-être compter en centaines, en dépassant largement les 100 disquettes, et que la question était dans une certaine mesure d'ordre budgétaire mais serait examinée.

43. Le représentant de l'UE s'est interrogé sur le point de savoir si le Comité devrait demander que les législations soient disponibles au moins pour la date à laquelle le Comité procéderait au premier examen.

44. Le Président a dit qu'il risquait d'être difficile d'énoncer des règles absolues, car il pourrait exister des scénarios différents pour l'achèvement et la traduction des législations. Il a proposé que le Comité invite les Membres à notifier leur législation au moins pour la première réunion ordinaire du Comité s'ils ne pouvaient le faire pour le 15 mars.

45. Le représentant de l'UE a proposé que les notifications soient envoyées pour le 15 mars par les Membres possédant déjà une législation. La date du 15 avril s'appliquerait à tous les autres Membres, ce qui leur donnerait le temps de faire les travaux de traduction nécessaires et laisserait seulement de côté les cas dans lesquels un délai serait nécessaire pour que soient appliquées les règles constitutionnelles internes.

46. Le Président a demandé quelles seraient les conséquences de la proposition de la CE si une législation était achevée à la mi-avril mais n'était pas encore traduite au 15 avril.

47. Le représentant de l'UE a dit qu'en l'occurrence le Membre intéressé ne disposerait pas matériellement du temps nécessaire pour faire traduire les textes. Toutefois, la proposition de l'UE limiterait l'ampleur du problème et éviterait qu'un Membre possédant déjà une législation considère qu'il n'était pas tenu de la notifier avant la prochaine réunion du Comité.

48. Le représentant du Japon a jugé qu'il n'était pas nécessaire de fixer un second délai.

49. Le représentant du Brésil a estimé qu'il était difficile de fixer une seconde date uniquement s'il s'agissait d'un problème de traduction, ce qui établirait entre les Membres du Comité une discrimination fondée sur la langue. Tous les Membres devraient respecter le même délai, quelle que soit leur langue.

50. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que tous les Membres étaient tenus dès le premier jour de l'année de respecter les termes de l'Accord. Les Membres qui n'avaient pas de législation en la matière devaient uniquement informer le Comité de la situation. Si deux délais étaient fixés, le second risquait de devenir le délai effectif. Il serait aussi plus difficile de mettre au point un calendrier équitable d'examen des législations. Aucun Membre ne voulait être examiné le premier et, si les Membres dont la langue n'était pas une langue du GATT se trouvaient défavorisés, cela ne signifiait pas pour autant que leur législation ne serait pas examinée avant l'automne à cause du retard apporté à la présentation de leur notification. Les pays qui ne pourraient pas faire traduire leur législation dans les délais ne seraient pas sanctionnés. Force était toutefois de reconnaître que, si les Membres ne respectaient pas la date-butoir, l'établissement d'un calendrier de l'examen des législations poserait un problème.

51. Le Président a proposé au Comité d'adopter la décision dont il avait donné lecture, étant entendu que le Comité demandait aux pays qui ne pourraient pas communiquer leur législation pour le 15 mars, soit parce que les textes n'étaient pas encore prêts, soit parce qu'ils n'avaient pas été traduits, s'efforcent de faire parvenir leurs notifications aussitôt que possible avant la réunion ordinaire.

52. Le représentant de l'UE a déclaré que le Comité ne pouvait décider d'examiner des législations à sa prochaine réunion ordinaire en conservant la date du 15 mars pour la présentation des notifications qu'à la condition que cette décision soit réexaminée compte tenu du nombre de notifications reçues. A cet égard, les délégations devraient au moins informer le Comité d'ici au 15 mars si une législation existait déjà ou dans quels délais et dans quelles conditions il était envisagé d'élaborer cette législation.

53. Le représentant des Etats-Unis a dit que son gouvernement trouverait aussi inacceptable une situation dans laquelle l'examen ne viserait que quelques pays qui auraient soumis leur législation d'ici au 15 mars. Il fallait que le Président établisse un calendrier pour l'examen des législations et il ne pouvait pas y avoir d'accord à ce sujet tant que les notifications de tous les principaux acteurs et sans doute de presque tous les autres pays n'auraient pas été reçues. Les Etats-Unis n'accepteraient pas que seul un petit nombre de pays soient examinés et que d'autres ne le soient pas uniquement en raison de ces retards.

54. Le représentant de Hong Kong a reconnu le bien-fondé des arguments de l'UE et des Etats-Unis. Toutefois, ce n'était pas parce que l'on établirait deux délais que le problème serait réglé. Hong Kong voulait fixer un seul délai mais considérerait aussi d'un oeil critique toute notification indiquant qu'un Membre était dans l'impossibilité de soumettre sa législation d'ici au 15 mars.

55. Le Président a déclaré qu'il maintenait sa proposition initiale. Les pays qui ne pouvaient pas respecter la date-butoir du 15 mars devraient fournir des explications détaillées sur les raisons de cette situation, explications qui devraient être données au Comité. Si les Membres étaient nombreux à ne pas faire de notification, la situation serait grave et une décision devrait être prise sur le point de savoir s'il convenait d'inscrire à l'ordre du jour l'examen des notifications.

56. La représentante de la Thaïlande a appuyé la proposition visant à fixer une seule date-butoir, en invitant les Membres à présenter leurs notifications aussitôt que possible avant la première réunion ordinaire. Elle a ajouté que les Membres qui ne pouvaient pas présenter de notification avant le 15 mars devraient expliquer pourquoi ils se trouvaient dans cette situation et indiquer la date à laquelle ils pourraient notifier leur législation, de sorte que le Comité saurait exactement à quel moment le Membre qui aurait demandé un délai pourrait présenter sa notification.

57. Le Président a suggéré que le Comité accepte sa proposition, étant entendu que tout Membre qui ne respectait pas la date du 15 mars exposerait dans sa communication les raisons pour lesquelles il ne pouvait pas faire de notification et fournirait une indication quant à la date à laquelle il pensait pouvoir faire cette notification.

58. Le représentant de l'UE a déclaré que l'UE pouvait accepter la proposition du Président, étant entendu que l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la prochaine réunion ordinaire du Comité serait examinée compte tenu du nombre de notifications reçues.

59. Le Comité en a ainsi décidé.

60. Le représentant de la Colombie a demandé si les pays qui n'étaient pas encore arrivés au terme du processus de ratification étaient tenus de notifier pour le 15 mars leur législation existante, ou s'ils étaient exemptés de cette obligation jusqu'au moment où la procédure d'accession aurait été menée à bien.

61. Le représentant de la Pologne a dit qu'un pays qui n'avait pas encore ratifié n'était pas Membre de l'Accord sur l'OMC et que la prescription de notification ne s'appliquait qu'aux Membres de l'Accord sur l'OMC.

62. Le Président a déclaré que, si un pays n'avait pas ratifié l'Accord sur l'OMC, il n'était soumis en matière de notification à aucune obligation autre que celle qui découlait de la règle s'appliquant aux observateurs, que le Comité avait adoptée ce jour même.

63. Le représentant de la Pologne a dit qu'il se pourrait qu'un pays mène très rapidement à son terme le processus de ratification, peut-être même avant la réunion suivante du Comité. Dans ce cas, il faudrait que le Comité accepte une certaine flexibilité en matière de dates.

64. Le Président a dit que, si un pays ratifiait l'Accord sur l'OMC le 14 mars, soit la veille de la date-butoir, il ne pourrait évidemment pas présenter de notification pour le 15 mars et pourrait seulement dire qu'il présenterait une notification ultérieurement; puisque le Comité avait décidé qu'une explication devait être fournie, le problème était réglé.

65. Le Président a noté que certains Membres n'avaient peut-être pas encore adopté de lois et de réglementations rendant l'Accord effectif. Tous les Membres avaient conscience que les enquêtes ouvertes à la suite de plaintes formulées après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre étaient soumises aux dispositions de l'Accord. Eu égard aux différences existant entre les pays en matière d'ordre juridique et au fait que des mesures différentes pouvaient donc être nécessaires pour mettre en oeuvre l'Accord, le Président était confiant que les Membres qui ne disposaient pas d'un cadre juridique adéquat pour mener des enquêtes d'une manière compatible avec l'Accord s'abstiendraient d'ouvrir des enquêtes tant qu'ils ne disposeraient pas de ce cadre.

J. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de droits compensateurs (article 25.11 et document G/SCM/N/4)

66. Le Président a rappelé que, conformément à la recommandation du Comité préparatoire que le Comité avait adoptée le matin même, ces rapports devraient porter sur la période de six mois la plus récente (janvier-juin ou juillet-décembre) précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre. Cela signifiait que cette obligation de notification dans le cadre de l'OMC n'était pas limitée aux mesures découlant d'enquêtes visées par le nouvel Accord. Une demande invitant à présenter leur rapport semestriel pour le second semestre de 1994 avait été distribuée aux Membres sous la cote G/SCM/N/4. En conformité avec la pratique du Comité du Tokyo Round, les Membres étaient invités à présenter ces rapports pour le 24 février 1995. Tous les Membres étaient instamment priés de faire rapport dans les meilleurs délais. Compte tenu de la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel que le Comité des subventions et mesures compensatoires du Tokyo Round devait adopter cet après-midi même, ces notifications pourraient également servir de notifications en vertu de l'Accord du Tokyo Round.

67. Le Président a dit que le Comité voudrait peut-être aussi envisager d'adopter des lignes directrices concernant le mode de présentation de ces rapports. En application de l'Accord du Tokyo Round, un modèle convenu avait été établi et diffusé sous la cote SCM/79; un modèle correspondant avait été mis au point pour l'Accord sur les mesures antidumping. En outre, le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round avait adopté l'année précédente pour les rapports semestriels des lignes directrices additionnelles qui faisaient l'objet du document ADP/122. Le Président a proposé que le Comité adopte à titre intérimaire aux fins d'utilisation par les Membres du Comité le modèle révisé faisant l'objet du document SCM/79. Il a également proposé que le Comité l'autorise à mener des consultations informelles au sujet des lignes directrices additionnelles en se fondant sur le document ADP/122 et en tenant compte du fait que le Comité des pratiques antidumping de l'OMC réexaminait le modèle présenté dans le document ADP/122. Il a suggéré, pour faciliter ces consultations, que le Comité l'autorise à mettre au point et à diffuser aux Membres, avec le concours du Secrétariat, un

document indiquant les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au document ADP/122 pour l'adapter au contexte des droits compensateurs et de l'Accord sur l'OMC.

68. Le Comité en a ainsi décidé.

K. Décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs (article 25.11)

69. Le Président a rappelé que l'article 25.11 de l'Accord disposait que les Membres présenteraient sans délai au Comité un rapport sur toutes leurs décisions préliminaires ou finales en matière de droits compensateurs. En application de l'Accord du Tokyo Round, les signataires qui publiaient des renseignements sur leurs décisions rédigés dans une langue de travail du GATT s'acquittaient ainsi indiscutablement de cette obligation, tandis que d'autres signataires présentaient un résumé des décisions prises. Le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round avait adopté l'année précédente une décision sur les renseignements minimaux à fournir dans ces rapports, sous la forme d'avis au public ou sous d'autres formes (ADP/124). Le Président a proposé que le Comité l'autorise à engager des consultations informelles sur les renseignements minimaux à fournir dans ces rapports et sur les autres questions que les délégations souhaiteraient soulever à propos de ce type de notifications. Il a également proposé que le Comité autorise le Secrétariat à élaborer un projet de lignes directrices en se fondant sur celles qu'avait adoptées le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round en vue de faciliter ces consultations.

70. Le Comité en a ainsi décidé.

71. Le Président a dit que la transition de l'Accord du Tokyo Round au nouvel Accord soulevait une autre question concernant ces rapports. Le Comité avait adopté une recommandation du Groupe de travail informel conformément à laquelle le premier rapport semestriel présenté par chacun des Membres de l'OMC porterait sur la période de six mois la plus récente (juillet-décembre ou janvier-juin) précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Il semblait que le Groupe de contact informel avait eu pour objectif d'améliorer la transparence, mais certainement pas de laisser entendre que des décisions notifiées dans un rapport semestriel étaient réputées être visées par l'Accord. Le Président a proposé que, dans la même optique, le Comité décide que toutes les décisions préliminaires et finales prises après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC soient notifiées au Comité. Les Membres indiqueraient dans leur notification si, à leur avis, la décision se rapportait à une enquête ou à un examen auxquels s'appliquaient les dispositions de l'Accord, ou celles de l'Accord du Tokyo Round ou celles de l'Article VI du GATT de 1947. Si le Comité acceptait cette proposition, compte tenu de la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel, ces notifications pourraient également servir de notifications en vertu de l'Accord du Tokyo Round.

72. Le représentant de l'Argentine a demandé s'il appartiendrait au Membre présentant une notification de déterminer quel était l'accord qui visait une enquête particulière, ce qui dépendrait des règles énoncées dans les accords eux-mêmes.

73. Le Président a donné la parole au Secrétariat.

74. Le représentant du Secrétariat a dit que l'objectif recherché était que le Membre présentant une notification indique quel était, à son avis, l'accord qui s'appliquait, ce qu'il déterminerait en fonction de son interprétation de l'Accord. Le Secrétariat ne serait donc pas obligé d'examiner les notifications une par une et de trancher la question. Il s'agirait simplement de l'avis exprimé par le Membre présentant la notification, sans statut juridique en cas de différend.

75. Le Comité a adopté la proposition du Président.

L. Notifications de subventions (article XVI du GATT de 1994, article 25.2 et document G/SCM/N/3)

76. Le Président a rappelé qu'une demande invitant à présenter les notifications concernant les subventions au titre de l'article XVI du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord avait été distribuée aux Membres du Comité le 23 janvier sous la cote G/SCM/N/3. Tous les Membres de l'OMC étaient tenus de présenter ces notifications. Comme l'indiquait le document précité, la première notification présentée conformément à l'Accord devrait être une notification complète, comme l'envisageait l'article 26.1. Conformément à l'article 25.1, ces notifications devaient être présentées pour le 30 juin 1995. Compte tenu de la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel, ces notifications pourraient également servir de notifications en vertu de l'Accord du Tokyo Round. Les Membres du Comité se souviendraient que toutes les subventions spécifiques au sens de l'article premier et de l'article 2 de l'Accord devaient être notifiées. Aux termes de l'article 25.7, la notification d'une mesure ne préjugait pas du statut juridique de celle-ci au regard du GATT de 1994 et de l'Accord, ni des effets au sens dudit Accord, ni encore de la nature de la mesure elle-même. En d'autres termes, s'il existait un doute quant à la question de savoir si une mesure était une subvention spécifique, la mesure pouvait être notifiée sans compromettre de quelque façon que ce soit la position juridique du Membre présentant la notification. S'il n'existait pas de subvention, les Membres étaient néanmoins tenus d'en informer le Comité. L'obligation de notification était d'une importance capitale du point de vue du fonctionnement effectif de l'Accord. Le Président était sûr que tous les Membres permettraient à l'OMC de prendre un bon départ en présentant des notifications complètes et exhaustives pour le 30 juin.

77. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

M. Notifications des Membres relatives aux autorités qui ont compétence pour ouvrir et mener les enquêtes et aux procédures internes régissant l'ouverture et la conduite de ces enquêtes (article 25.12)

78. Le Président a rappelé qu'aux termes de l'article 25.12 de l'Accord, chaque Membre devait indiquer au Comité par voie de notification quelles étaient, parmi ses autorités, celles qui avaient compétence pour ouvrir et mener les enquêtes et quelles étaient ses procédures internes régissant l'ouverture et la conduite de ces enquêtes. De l'avis du Président, il pourrait y avoir un certain chevauchement entre les obligations en matière de notification découlant de l'article 25.12 et celles découlant de l'article 32.6. Il pensait que les notifications concernant les lois et réglementations faites en vertu de l'article 32.6 répondraient aussi aux prescriptions de l'article 25.12.

79. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

N. Présentation et examen des notifications

80. Le Président a déclaré qu'étant donné le grand nombre de Membres que comptait le Comité, celui-ci voudrait peut-être étudier l'opportunité de modifier la façon dont certaines notifications étaient présentées aux Membres et la possibilité d'abrégier l'examen des différentes notifications au cours des réunions du Comité. Il a proposé d'inviter le Secrétariat à faire connaître son opinion sur la question et de tenir avec les délégations des consultations informelles en vue d'un examen plus approfondi, pour faire rapport au Comité à une réunion ultérieure. Il a demandé aux délégations qui avaient des suggestions à présenter de se mettre en rapport avec lui.

81. Le Comité en a ainsi décidé.

O. Procédures d'arbitrage (article 8.5)

82. Le Président a rappelé qu'un Groupe informel sur les procédures d'arbitrage prévues à l'article 8.5 de l'Accord étudiait la question. Le Président comptait que le Groupe informel aurait terminé ses travaux pour la fin du mois de mars et présenterait un rapport au Comité suffisamment à temps pour que celui-ci puisse l'examiner lors de sa première réunion ordinaire.

83. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

P. Groupe de travail des notifications relatives aux subventions (article 25.3, note 54)

84. Le Président a indiqué que la note 54 de l'Accord prévoyait que le Comité établirait un groupe de travail chargé d'examiner la teneur et la présentation du questionnaire relatif aux subventions. Une délégation avait suggéré que ce groupe de travail examine également la question d'un éventuel chevauchement des prescriptions en matière de notification de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et d'autres accords de l'OMC. A cet égard, le Président a noté que le Conseil du commerce des marchandises avait établi un groupe de travail qui avait pour mandat de simplifier, normaliser et regrouper les obligations existantes en matière de notification autant que cela serait réalisable. La question du chevauchement des notifications pourrait être examinée dans ce cadre avec le maximum d'efficacité. Le Président a proposé que le Comité établisse un groupe de travail ayant pour mandat d'examiner la teneur et la présentation du questionnaire reproduit dans les IBDD, S9/203-204 et d'exécuter les autres tâches que le Comité pourrait lui confier. Le groupe de travail serait placé sous la présidence du Président du Comité et serait ouvert à la participation de tous les Membres du Comité ainsi qu'aux PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 admises au 31 janvier 1995 à devenir Membres originels de l'OMC.

85. Le Comité en a ainsi décidé.

Q. Mises à jour des notifications au titre de l'article 8.3

86. Le Président a déclaré que le Groupe de contact informel sur les mesures antidumping, les subventions et les mesures compensatoires avait observé qu'il fallait poursuivre les travaux au sujet du modèle de présentation des mises à jour annuelles des notifications au titre de l'article 8.3 de l'Accord. Il a proposé que le Comité autorise le groupe de travail établi au titre du point précédent de l'ordre du jour à étudier aussi la question.

87. Le Comité en a ainsi décidé.

R. Groupe d'experts permanent (article 24.3)

88. Le Président a rappelé qu'aux termes de l'article 24.3 de l'Accord, le Comité devait établir le Groupe d'experts permanent et en élire les Membres. Il importait que le Comité commence dès que possible à étudier l'établissement, la composition et le fonctionnement du Groupe d'experts permanent. Le Président a proposé que le Comité l'autorise à mener des consultations informelles sur cette question.

89. Le Comité en a ainsi décidé.

S. Arrangement concernant le calcul du subventionnement au titre de l'Annexe IV

90. Le Président a rappelé que la note 62 de l'Annexe IV de l'Accord prévoyait que les Membres devaient élaborer, selon qu'il serait nécessaire, un arrangement concernant le calcul du seuil de 5 pour

cent aux fins de l'Annexe IV. Il souhaitait avoir l'avis du Comité sur le point de savoir si celui-ci devrait établir un groupe de travail qui commencerait à examiner la question.

91. Le représentant du Japon a dit qu'il fallait que le Comité surveille la mise en oeuvre de l'Accord pendant un certain temps avant d'élaborer des règles nouvelles. Le Japon pensait donc qu'il était inutile d'étudier la question à ce stade et qu'il n'était pas opportun d'établir un groupe de travail.

92. Le représentant des Etats-Unis a estimé qu'il serait tout à fait opportun qu'un groupe de travail examine les questions très techniques et potentiellement délicates qui découlaient de l'Annexe IV et qu'il serait bon de commencer à étudier ces questions.

93. Le représentant du Canada a reconnu qu'en principe il serait judicieux d'établir ce groupe. Le Comité devrait définir clairement le mandat du groupe et le délai dans lequel celui-ci devrait s'acquitter de sa tâche.

94. Le représentant de l'UE n'était pas convaincu de la nécessité d'établir dès maintenant ce groupe de travail. Toutefois, il pensait que le groupe devrait être établi et procéder à des travaux avant que la question d'une interprétation de l'annexe IV ne devienne un véritable problème; en effet, après un ou deux différends, la position des Membres serait plus arrêtée et les discussions plus difficiles. Il serait donc opportun d'établir ce groupe dans des délais relativement brefs et de lui assigner un mandat précis qui, en tout état de cause, était défini par les dispositions de l'Annexe IV.

95. Le Président a demandé au délégué du Japon s'il souhaitait reconsidérer sa position, en tenant compte du fait que le Japon était à l'origine de la note en question. Dans la négative, le Président proposait d'avoir des consultations informelles pour régler la question.

96. Le Comité en a ainsi décidé.

T. Procédures pour l'examen annuel

97. Le Président a rappelé que, conformément à l'article 32.7 de l'Accord, le Comité devait procéder chaque année à un examen de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord, en tenant compte de ses objectifs, et informer chaque année le Conseil du commerce des marchandises des faits intervenus pendant la période sur laquelle porterait cet examen. En application de l'Accord du Tokyo Round, le Comité s'acquittait de cette obligation de la manière suivante. En premier lieu, le Secrétariat élaborait un projet de rapport aux PARTIES CONTRACTANTES, qui était distribué aux Membres du Comité avant la seconde réunion ordinaire de l'année ou à ladite réunion. Le Comité examinait le projet de rapport à la fin de sa réunion et chargeait le Secrétariat d'apporter les modifications qui pouvaient être nécessaires pour tenir compte des éléments nouveaux apparus au cours de la réunion. Le Secrétariat établissait la version définitive du rapport, qu'il communiquait aux PARTIES CONTRACTANTES. Le Président a proposé qu'en l'absence de décision contraire du Comité entre la présente réunion et la seconde réunion ordinaire, le Comité suive la même procédure que le Comité du Tokyo Round.

98. Le Comité en a ainsi décidé.

U. Autres questions

99. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

V. Dates des réunions

Le Président a rappelé qu'en application de l'Accord du Tokyo Round, le Comité tenait ses deux réunions ordinaires chaque année à la même époque, à savoir la dernière semaine d'avril et la dernière semaine d'octobre. Il a proposé que le Comité décide de tenir normalement ses deux réunions ordinaires aux mêmes périodes, ce qui assurerait une certaine prévisibilité aussi bien pour les Membres que pour le Secrétariat. Cela permettrait également de tenir des réunions conjointes ou consécutives du Comité et du Comité du Tokyo Round, comme le préconisait la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel (WT/L/29). Toutefois, le Président avait été informé que d'autres organes avaient déjà retenu les salles nécessaires pour la dernière semaine d'avril et suggérerait donc que la première réunion ordinaire se tienne pendant la semaine du 1er mai.

100. Le Comité en a ainsi décidé.

101. Le Président a dit que le Comité avait décidé de tenir une réunion extraordinaire pour examiner les législations immédiatement après la première réunion ordinaire, sous réserve qu'un nombre suffisant de notifications ait été reçu. Cette réunion extraordinaire se tiendrait vers la fin de la semaine du 1er mai ou dans le courant de la semaine suivante.

102. Le Comité en a ainsi décidé.